

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 SEPTEMBRE 1919

Projet de loi relatif à l'électorat et à l'éligibilité des membres des tribunaux de commerce. Application aux élections consulaires du principe de la Représentation proportionnelle.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

En ces derniers temps, sous l'empire des circonstances nées de la grande guerre, les idées ont évolué rapidement : des réformes importantes se sont réalisées ou sont en voie de se réaliser dans tous les domaines.

Signalons comme spécialement intéressantes au point de vue de l'objet du présent projet de loi, en premier lieu, la suppression du principe censitaire et l'avènement du suffrage universel, ensuite les modifications qui vont être apportées à l'organisation des tribunaux de première instance; enfin, les progrès incontestables de l'idée de l'égalité des sexes, qui, dans les données spéciales dont s'occupe ce projet, sera sans doute unanimement acceptée.

La question de la réforme des conditions de l'électorat et de l'éligibilité des membres des tribunaux de commerce doit aussi préoccuper le législateur.

Le 21 janvier 1896, un projet de loi réformant les élections consulaires fut déposé par M. Begerem (*Docum. parlam.*, session de 1895 à 1896, n° 71).

Le Gouvernement n'a pas, pour le moment, l'intention de faire remettre à votre ordre du jour ce projet d'ensemble dont les dispositions, assez touffues, réclameraient un examen attentif et prolongé. Mais il estime que rien ne s'oppose à ce que vous consacriez sans retard certaines réformes, logiquement réclamées par l'évolution de notre législation :

1° Si l'on veut que les tribunaux de commerce soient l'émanation de la classe commerçante tout entière, il importe de faire disparaître définitivement la condition de cens exigée par l'article 1^{er}, alinéa 1, de la loi du

19 mai 1898. La loi du 24 juin 1913 a d'ailleurs déjà, dans son article 2, supprimé toute condition de cens pour les électeurs consulaires représentant les sociétés commerciales ayant en Belgique leur principal établissement.

2° Des commerces importants sont exercés presque exclusivement par des femmes; tels sont notamment la couture et les modes. La loi du 15 mai 1910 sur les conseils de prud'hommes, qui constituent une juridiction présentant de nombreuses analogies avec la juridiction consulaire et basée comme celle-ci sur le principe de l'élection par les seuls justiciables, a admis la femme à l'électorat. La juridiction consulaire étant essentiellement professionnelle, on ne voit pas sur quel principe on pourrait se baser pour refuser à la femme commerçante le droit de participer à l'élection de ceux qui devront juger les litiges relatifs à son commerce.

La loi française du 23 janvier 1898 (*J. O.*, 25 janvier 1898) a consacré ce droit de la femme commerçante.

3° Dans le même ordre d'idées, pourquoi ne serait-il pas permis à la femme d'être éligible aux fonctions de la magistrature consulaire?

La loi du 15 mai 1910 lui reconnaît ce droit en ce qui concerne les conseils de prud'hommes. D'ailleurs, actuellement les tribunaux désignent souvent des femmes en qualité d'experts; n'est-ce pas leur reconnaître *ipso facto* une compétence qui peut, à certains égards, être assimilée à celle du juge?

4° Enfin le moment paraît propice pour établir au sein des tribunaux de commerce le principe de la Représentation proportionnelle, consacré déjà, en matière d'élections pour la formation des conseils de prud'hommes, par la loi du 15 mai 1910.

L'introduction du principe de la R. P. aurait, en effet, l'avantage de favoriser parmi le personnel des juridictions consulaires la représentation de tous les intérêts commerciaux importants.

Le Ministre de la Justice,

E. VANDERVELDE.

Projet de loi relatif à l'électorat et à l'éligibilité des membres des tribunaux de commerce. Application aux élections consulaires du principe de la Représentation proportionnelle.

Wetsontwerp betreffende het kiesrecht voor, en de verkiesbaarheid van de leden der rechtbanken van koop-handel. Toepassing van het beginsel der evenredige vertegenwoordiging op de verkiezingen van de leden der rechtbanken van koophandel.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut!

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

L'alinéa 1^{er} de l'article 36 de la loi du 18 juin 1869, modifié par les articles 1^{er} de la loi du 19 mai 1898 et 2 de la loi du 24 juin 1913, est remplacé par la disposition suivante :

« Dans les communes appartenant au ressort d'un tribunal de commerce, le Collège des bourgmestre et échevins dresse, à partir du 1^{er} mai de chaque année, une liste des électeurs consulaires.

Sur cette liste sont portés tous les commerçants âgés de 21 ans accomplis, domiciliés dans la commune, et figurant, s'ils sont Belges de naissance ou ont

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast in Onzen naam bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden, waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL EÉN.

Het 1^e lid van artikel 36 der wet van 18 Juni 1869, gewijzigd bij de artikelen 1 der wet van 19 Mei 1898 en 2 der wet van 24 Juni 1913, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« In de gemeenten behorende tot het gebied van eene rechtbank van koop-handel, wordt vanaf 1^e Mei van ieder jaar, door het College van burgemeester en schepenen eene lijst van de kiezers voor de rechtbank van koophandel opge-maakt.

Op deze lijst worden alle kooplieden gebracht, die ten volle 21 jaar oud zijn, in de gemeente metterwoon zijn gevestigd en ingeschreven zijn, indien zij

obtenu la grande naturalisation, parmi les électeurs pour la Chambre des représentants ou, s'ils ont obtenu la naturalisation ordinaire, parmi les électeurs communaux. »

Les mots « indépendamment de toute condition de cens » sont supprimés dans le texte de l'alinéa 6° de l'article 36.

ART. 2.

La disposition suivante est insérée dans la loi du 18 juin 1869 :

« ART. 36^{bis}. — Les articles 35 et 36 sont applicables aux femmes qui réunissent les conditions d'éligibilité ou d'électorat prévues par ces dispositions, abstraction faite de l'inscription sur les listes électorales pour la Chambre des représentants ou pour la Commune. »

ART. 3.

L'article 49 de la loi du 18 juin 1869 est remplacé par la disposition suivante :

« L'attribution des mandats se fait proportionnellement au nombre des suffrages recueillis par les candidats des diverses listes.

L'électeur ne peut émettre qu'un seul vote, soit en tête de la liste, auquel cas il adhère à l'ordre de présentation des candidats, soit, s'il veut modifier cet ordre, par un vote nominatif en faveur du candidat à qui il entend donner sa voix.

Le total des bulletins favorables à une liste constitue le chiffre électoral de cette liste. Les candidatures isolées sont considérées comme constituant chacune une liste distincte.

geboren Belg zijn of de groote naturalisatie hebben verkregen, bij de kiezers voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers, of, zoo zij de kleine naturalisatie hebben verkregen, bij de gemeentekiezers. »

De woorden « buiten alle eijnsver-eischte », in den tekst van het 6° lid van artikel 36, vervallen.

ART. 2.

De volgende bepaling wordt in de wet van 18 Juni 1869 ingelascht :

« ART. 36^{bis}. — De artikelen 35 en 36 zijn van toepassing op de vrouwen die aan de bij deze bepalingen voorziene vereischten van verkiesbaarheid of kiesbevoegdheid voldoen, afgezien van de inschrijving op de kiezerslijsten voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers of voor de gemeente. »

ART. 3.

Artikel 49 der wet van 18 Juni 1869 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De mandaten worden toegekend naar verhouding van het aantal stemmen, door de kandidaten der verschillende lijsten bekomen.

De kiezer mag niet meer dan ééne stem uitbrengen, hetzij bovenaan de lijst, in welk geval hij zich bij de orde van voorstelling der kandidaten aansluit, hetzij, indien hij die volgorde wil wijzigen, op den naam van den kandidaat, wien hij zijne stem wenscht te geven.

Het gezamenlijk aantal stembriefjes ten voordeele van eene lijst maakt het kiescijfer van deze lijst uit. Elk afzonderlijke kandidatuur wordt als eene afzonderlijke lijst beschouwd.

Le bureau divise successivement par 1, 2, 3, 4, 5, etc. le chiffre électoral de chacune des liste et range les quotients dans l'ordre de leur importance jusqu'à concurrence d'un nombre total de quotients égal à celui des membres à élire. Le dernier quotient sert de diviseur électoral.

La répartition entre les listes s'opère en attribuant à chacune d'elles autant de sièges que son chiffre électoral comprend de fois ce diviseur.

Si une liste obtient plus de sièges qu'elle ne porte de candidats, les sièges non attribués sont ajoutés à ceux revenant aux autres listes; la répartition entre celles-ci se fait en poursuivant l'opération indiquée au premier alinéa du présent article, chaque quotient nouveau déterminant en faveur de la liste à laquelle il appartient l'attribution d'un siège.

Lorsqu'un siège revient à titre égal à plusieurs listes, il est attribué à celle qui a obtenu le chiffre électoral le plus élevé et, en cas de parité des chiffres électoraux, à la liste où figure le candidat dont l'élection est en cause, qui a obtenu le plus de voix ou, subsidiairement, qui est le plus âgé.

Les mandats sont conférés dans chaque liste aux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix. En cas de parité, l'ordre de la présentation prévaut.

Préalablement à la désignation des élus, le bureau procède à l'attribution individuelle aux candidats des votes de listes favorables à l'ordre de présentation. Cette attribution se fait d'après un mode dévolutif.

Les votes de listes sont ajoutés aux suffrages nominatifs obtenus par le premier candidat de la liste à concurrence de ce qui est nécessaire pour parfaire le

Het bureel -deelt achtereenvolgens door 1, 2, 3, 4, 5, enz. het kiescijfer van elke lijst en rangschikt de verkregen quotienten naar hunne belangrijkheid tot beloop van een gezamenlijk aantal quotienten, gelijk aan dat van de te verkiezen leden. Het laatste quotient dient als kiesdeeler.

De verdeeling onder de lijsten geschiedt door toekenning, aan elk harer, van evenveel zetels als haar kiescijfer dezen deeler bevat.

Indien eene lijst meer zetels bekomt dan zij kandidaten telt, worden de niet toegekende zetels gevoegd bij degene die aan de overige lijsten toekomen; de verdeeling onder deze geschiedt door voortzetting van de in het eerste lid van dit artikel aangeduide becijfering; elk nieuw quotient heeft de toekenning van een zetel aan de lijst waartoe het behoort ten gevolge.

Wanneer verscheidene lijsten gelijke aanspraak op een zetel hebben, wordt deze toegekend aan de lijst welke het hoogste kiescijfer bekomen heeft, en, bij gelijkheid van kiescijfers, aan de lijst waarop de kandidaat voorkomt om wiens verkiezing het gaat, die de meeste stemmen heeft behaald, of, desgevallend, die de oudste is.

De mandaten worden voor elke lijst toegekend aan de kandidaten die het grootste aantal stemmen hebben bekomen. Staken de stemmen, dan geldt de orde van voordracht.

Vooraleer de gekozenen aan te wijzen, gaat het bureel over tot de individueele toekenning aan de kandidaten van de lijststemmen die der orde van voordracht gunstig zijn. Deze toekenning geschiedt overgangsgewijs.

De lijststemmen worden gevoegd bij de stemmen op naam, door den eersten kandidaat der lijst bekomen, in zooverre dit noodig is om het kiesquotient aan te

quotient électoral. L'excédent, s'il y en a, est attribué, dans une mesure semblable, au deuxième candidat et ainsi de suite, jusqu'à ce que tous les votes de listes aient été attribués.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent séparément à l'élection :

1° des président et vice-présidents;

2° des juges;

3° des juges suppléants.

Le mandat de président est conféré au candidat qui a obtenu le plus grand nombre de voix dans la liste qui a obtenu le chiffre électoral le plus élevé.»

Donné à Laeken, le 17 septembre 1919.

vullen. Is er een teveel, dan wordt dit in dezelfde maat toegekend aan den tweeden kandidaat, en zoo voorts, tot dat al de lijststemmen zijn toegekend.

Bovenstaande bepalingen zijn afzonderlijk van toepassing op de verkiezing :

1° van den voorzitter en de onder-voorzitters;

2° van de rechters;

3° van de plaatsvervangende rechters.

Het voorzitterschap wordt opgedragen aan den kandidaat die het grootst aantal stemmen heeft behaald op de lijst welke het hoogste kiescijfer heeft bekomen. »

Gegeven te Laken, den 17ⁿ September 1919.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

ÉMILE VANDERVELDE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 SEPTEMBER 1919.

Wetsontwerp betreffende het kiesrecht voor, en de verkiesbaarheid van de leden der rechtbanken van koophandel. Toepassing van het beginsel der evenredige vertegenwoordiging op de verkiezingen van de leden der rechtbanken van koophandel.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

In deze laatste tijden hebben de gedachten, onder den invloed van de uit den grooten oorlog geboren omstandigheden, snel geëvolueerd : op alle gebied werden of worden gewichtige hervormingen verwezenlijkt.

Laten wij, als bijzonder belangwekkend met het oog op het in dit wetsontwerp behandelde, in de eerste plaats vermelden : de afschaffing van het cijnsprinciep en het invoeren van 't algemeen stemrecht ; vervolgens de wijzigingen die zullen gebracht worden aan de inrichting der rechtbanken van eersten aanleg ; eindelijk, den onbetwistbaren vooruitgang van het begrip van gelijkheid van beide geslachten, hetwelk, in het bijzonder verband van dit wetsontwerp, ongetwijfeld eenparig zal worden aangenomen.

Het vraagstuk van de hervorming der voorwaarden van het kiesrecht voor, en van de verkiesbaarheid van de leden der rechtbanken van koophandel, moet eveneens 's welgevers belangstelling opwekken.

Op 21 Januari 1896 werd door den heer Begerem een wetsontwerp nedergelegd tot hervorming van de verkiezingen der rechters van koophandel (*Kamerbescheiden*, zitting 1895 tot 1896, n^o 74).

De Regeering is niet voornemens om nu reeds een alles-omvattend ontwerp op de dagorde te brengen : de vrij ingewikkelde bepalingen ervan zouden een grondig en langdurig onderzoek vergen. Zij is echter de meening

toegedaan, dat niets belet onverwijld over te gaan tot het invoeren van zekere hervormingen, welke de ontwikkeling onzer wetgeving logischerwijze vordert.

1° Wil men dat de rechtbanken van koophandel vertegenwoordigen, gansch den koopliedenstand; dan komt het er op aan de bij het 1° lid van artikel 1 der wet van 19 Mei 1898 voorziene cijnsvereischte voorgoed af te schaffen. De wet van 24 Juni 1913 schafte trouwens reeds bij artikel-2 alle cijnsvereischte af voor die kiezers voor de rechtbanken van koophandel, welke handelsvennootschappen vertegenwoordigen, waarvan de hoofdzetel in België is gevestigd.

2° Belangrijke handelszaken zijn bijna uitsluitend in handen van vrouwen; zoo zijn, met name, de kleederen- en modehandel. De wet van 15 Mei 1910 op de werkrechtersraden, — rechtsmacht die veel gelijkt op de koophandelsrechtsmacht en zooals deze laatste tot grondslag heeft het beginsel van de verkiezing door de rechtsplichtigen alleen, — heeft aan de vrouw kiesrecht verleend.

Daar de handelsrechtsmacht zich uitteraard met beroepsbelangen inlaat, ziet men niet op grond van welk beginsel men de handeldrijvende vrouw het recht zou ontkennen om deel te nemen aan de verkiezing van hen, die de geschillen in verband met haren handel zullen moeten beslechten.

De Fransche wet van 23 Januari 1898 (*J. O.*, 25 Januari 1898) kende aan de handeldrijvende vrouw dit recht toe.

3° Waarom zou, in denzelfden gedachtengang, de vrouw niet verkiesbaar zijn tot handelsrechter?

De wet van 15 Mei 1910 kent haar dit recht toe in zake werkrechtersraden. Tegenwoordig stellen trouwens de rechtbanken dikwijls vrouwen als deskundigen aan; wordt hun daardoor, *ipso facto*, niet eene bevoegdheid erkend, welke, in zekere opzichten, mag gelijkgesteld worden met die van den rechter?

4° Ten slotte, blijkt het oogenblik gunstig om bij de rechtbanken van koophandel het beginsel der evenredige vertegenwoordiging in te voeren, hetwelk reeds krachtens de wet van 15 Mei 1910 van toepassing is in zake verkiezingen voor de samenstelling der werkrechtersraden.

De invoering van het beginsel der evenredige vertegenwoordiging zou inderdaad dit voordeel hebben, dat het onder het personeel der rechtsmachten van koophandel een betere vertegenwoordiging van al de gewichtige handelsbelangen zou ten gevolge hebben.

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.

Projet de loi relatif à l'électorat et à l'éligibilité des membres des tribunaux de commerce. Application aux élections consulaires du principe de la Représentation proportionnelle.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut!

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

L'alinéa 1^{er} de l'article 36 de la loi du 18 juin 1869, modifié par les articles 1^{er} de la loi du 19 mai 1898 et 2 de la loi du 24 juin 1913, est remplacé par la disposition suivante :

« Dans les communes appartenant au ressort d'un tribunal de commerce, le Collège des bourgmestre et échevins dresse, à partir du 1^{er} mai de chaque année, une liste des électeurs consulaires.

Sur cette liste sont portés tous les commerçants âgés de 21 ans accomplis, domiciliés dans la commune, et figurant, s'ils sont Belges de naissance ou ont

Wetsontwerp betreffende het kiesrecht voor, en de verkiesbaarheid van de leden der rechtbanken van koop-handel. Toepassing van het beginsel der evenredige vertegenwoordiging op de verkiezingen van de leden der rechtbanken van koophandel.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heit!

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast in Onzen naam bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden, waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL EÉN.

Het 1^e lid van artikel 36 der wet van 18 Juni 1869, gewijzigd bij de artikelen 1 der wet van 19 Mei 1898 en 2 der wet van 24 Juni 1913, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« In de gemeenten behorende tot het gebied van eene rechtbank van koop-handel, wordt vanaf 1^o Mei van ieder jaar, door het College van burgemeester en schepenen eene lijst van de kiezers voor de rechtbank van koophandel opge-maakt.

Op deze lijst worden alle kooplieden gebracht, die ten volle 21 jaar oud zijn, in de gemeente metterwoon zijn gevestigd en ingeschreven zijn, indien zij

obtenu la grande naturalisation, parmi les électeurs pour la Chambre des représentants ou, s'ils ont obtenu la naturalisation ordinaire, parmi les électeurs communaux. »

Les mots « indépendamment de toute condition de cens » sont supprimés dans le texte de l'alinéa 6° de l'article 36.

ART. 2.

La disposition suivante est insérée dans la loi du 18 juin 1869 :

« ART. 36^{bis}. — Les articles 35 et 36 sont applicables aux femmes qui réunissent les conditions d'éligibilité ou d'électorat prévues par ces dispositions, abstraction faite de l'inscription sur les listes électorales pour la Chambre des représentants ou pour la Commune. »

ART. 3.

L'article 49 de la loi du 18 juin 1869 est remplacé par la disposition suivante :

« L'attribution des mandats se fait proportionnellement au nombre des suffrages recueillis par les candidats des diverses listes.

L'électeur ne peut émettre qu'un seul vote, soit en tête de la liste, auquel cas il adhère à l'ordre de présentation des candidats, soit, s'il veut modifier cet ordre, par un vote nominatif en faveur du candidat à qui il entend donner sa voix.

Le total des bulletins favorables à une liste constitue le chiffre électoral de cette liste. Les candidatures isolées sont considérées comme constituant chacune une liste distincte.

geboren Belg zijn of de groote naturalisatie hebben verkregen, bij de kiezers voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers, of, zoo zij de kleine naturalisatie hebben verkregen, bij de gemeentekiezers. »

De woorden « buiten alle cijnsver-eischte », in den tekst van het 6° lid van artikel 36, vervallen.

ART. 2.

De volgende bepaling wordt in de wet van 18 Juni 1869 ingelascht :

« ART. 36^{bis}. — De artikelen 35 en 36 zijn van toepassing op de vrouwen die aan de bij deze bepalingen voorziene vereischten van verkiesbaarheid of kiesbevoegdheid voldoen, afgezien van de inschrijving op de kiezerslijsten voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers of voor de gemeente. »

ART. 3.

Artikel 49 der wet van 18 Juni 1869 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De mandaten worden toegekend naar verhouding van het aantal stemmen, door de kandidaten der verschillende lijsten bekomen.

De kiezer mag niet meer dan ééne stem uitbrengen, hetzij bovenaan de lijst, in welk geval hij zich bij de orde van voorstelling der kandidaten aansluit, hetzij, indien hij die volgorde wil wijzigen, op den naam van den kandidaat, wien hij zijne stem wenscht te geven.

Het gezamenlijk aantal stembriefjes ten voordeele van eene lijst maakt het kiescijfer van deze lijst uit. Elk afzonderlijke kandidatuur wordt als eene afzonderlijke lijst beschouwd.

Le bureau divise successivement par 1, 2, 3, 4, 5, etc. le chiffre électoral de chacune des listes et range les quotients dans l'ordre de leur importance jusqu'à concurrence d'un nombre total de quotients égal à celui des membres à élire. Le dernier quotient sert de diviseur électoral.

La répartition entre les listes s'opère en attribuant à chacune d'elles autant de sièges que son chiffre électoral comprend de fois ce diviseur.

Si une liste obtient plus de sièges qu'elle ne porte de candidats, les sièges non attribués sont ajoutés à ceux revenant aux autres listes; la répartition entre celles-ci se fait en poursuivant l'opération indiquée au premier alinéa du présent article, chaque quotient nouveau déterminant en faveur de la liste à laquelle il appartient l'attribution d'un siège.

Lorsqu'un siège revient à titre égal à plusieurs listes, il est attribué à celle qui a obtenu le chiffre électoral le plus élevé et, en cas de parité des chiffres électoraux, à la liste où figure le candidat dont l'élection est en cause, qui a obtenu le plus de voix ou, subsidiairement, qui est le plus âgé.

Les mandats sont conférés dans chaque liste aux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix. En cas de parité, l'ordre de la présentation prévaut.

Préalablement à la désignation des élus, le bureau procède à l'attribution individuelle aux candidats des votes de listes favorables à l'ordre de présentation. Cette attribution se fait d'après un mode dévolutif.

Les votes de listes sont ajoutés aux suffrages nominatifs obtenus par le premier candidat de la liste à concurrence de ce qui est nécessaire pour parfaire le

Het bureel-deelt achtereenvolgens door 1, 2, 3, 4, 5, enz. het kiescijfer van elke lijst en rangschikt de verkregen quotienten naar hunne belangrijkheid tot beloop van een gezamenlijk aantal quotienten, gelijk aan dat van de te verkiezen leden. Het laatste quotient dient als kiesdeeler.

De verdeeling onder de lijsten geschiedt door toekenning, aan elk harer, van evenveel zetels als haar kiescijfer dezen deeler bevat.

Indien eene lijst meer zetels bekomt dan zij kandidaten telt, worden de niet toegekende zetels gevoegd bij degene die aan de overige lijsten toekomen; de verdeeling onder deze geschiedt door voortzetting van de in het eerste lid van dit artikel aangeduide becijfering; elk nieuw quotient heeft de toekenning van een zetel aan de lijst waartoe het behoort ten gevolge.

Wanneer verscheidene lijsten gelijke aanspraak op een zetel hebben, wordt deze toegekend aan de lijst welke het hoogste kiescijfer bekomen heeft, en, bij gelijkheid van kiescijfers, aan de lijst waarop de kandidaat voorkomt om wien verkiezing het gaat, die de meeste stemmen heeft behaald, of, desgevallend, die de oudste is.

De mandaten worden voor elke lijst toegekend aan de kandidaten die het grootste aantal stemmen hebben bekomen. Staken de stemmen, dan geldt de orde van voordracht.

Vooraleer de gekozenen aan te wijzen, gaat het bureel over tot de individueele toekenning aan de kandidaten van de lijststemmen die der orde van voordracht gunstig zijn. Deze toekenning geschiedt overgangsgewijs.

De lijststemmen worden gevoegd bij de stemmen op naam, door den eersten kandidaat der lijst bekomen, in zooverre dit noodig is om het kiesquotient aan te

quotient électoral. L'excédent, s'il y en a, est attribué, dans une mesure semblable, au deuxième candidat et ainsi de suite, jusqu'à ce que tous les votes de listes aient été attribués.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent séparément à l'élection :

1^o des président et vice-présidents ;

2^o des juges ;

3^o des juges suppléants.

Le mandat de président est conféré au candidat qui a obtenu le plus grand nombre de voix dans la liste qui a obtenu le chiffre électoral le plus élevé. »

Donné à Laeken, le 17 septembre 1919.

vullen. Is er een teveel, dan wordt dit in dezelfde maat toegekend aan den tweeden kandidaat, en zoo voorts, tot dat al de lijststemmen zijn toegekend.

Bovenstaande bepalingen zijn afzonderlijk van toepassing op de verkiezing :

1^o van den voorzitter en de onder-voorzitters ;

2^o van de rechters ;

3^o van de plaatsvervangende rechters.

Het voorzitterschap wordt opgedragen aan den kandidaat die het grootst aantal stemmen heeft behaald op de lijst welke het hoogste kiescijfer heeft bekomen. »

Gegeven te Laken, den 17ⁿ September 1919.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

ÉMILE VANDERVELDE.